



INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2026-06-09-00003
modifiant les échéances de mise en œuvre des dispositifs d'isolement thermique de l'atelier
de traitement de surface de la société DAHER AEROSPACE sur le territoire
des communes de Louey et Juillan (65)**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier son titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

VU le décret du 3 juillet 2025 portant nomination de Mme Émeline BARRIÈRE en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2003 autorisant la société DAHER AEROSPACE à exploiter son usine sur le territoire des communes de Juillan et Louey ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2024-07-30-00011 du 30 juillet 2024 donnant acte des modifications intervenues sur le site DAHER AEROSPACE sur les communes de Juillan et Louey ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2025-07-28-00001 du 28 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Émeline BARRIÈRE, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU la demande de la société DAHER AEROSPACE du 26 novembre 2025, complétée le 2 février 2026, sollicitant un report de délai pour la mise en œuvre des dispositifs de sectorisation incendie ;

VU les éléments justificatifs transmis par la société DAHER AEROSPACE le 2 février 2026 relatifs à la mise en service des mesures de sécurité actives (sprinklage, détection, asservissements, désenfumage) ;

VU l'échéancier prévisionnel de mise en œuvre des dispositifs de sectorisation incendie prévoyant une réception finale des travaux en avril 2027 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 4 mai 2026 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 11 mai 2026 à la connaissance du demandeur ;

VU le courriel du demandeur du 29 mai 2026 indiquant ne pas avoir de remarque sur le projet d'arrêté susmentionné ;

CONSIDÉRANT les contraintes techniques liées à l'installation de murs et portes coupe-feu en milieu industriel contraint et la nécessité de coordonner ces travaux avec le désamiantage des toitures ;

CONSIDÉRANT que les mesures de sécurité actives (sprinklage, détection, asservissements, désenfumage) sont déjà opérationnelles et de nature à limiter les risques durant la prolongation demandée ;

SUR PROPOSITION de Mme la secrétaire générale de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – CHAMP D'EXÉCUTION

L'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2024 susvisé est modifié par les prescriptions techniques figurant dans les articles suivants.

ARTICLE 2 – DÉLAI DE MISE EN CONFORMITÉ DE L'ISOLEMENT THERMIQUE DE L'ATELIER DE TRAITEMENT DE SURFACE

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2024-07-30-00011 du 30 juillet 2024 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en œuvre, dans l'atelier de traitement de surface, des mesures d'isolement thermique destinées à prévenir tout risque de propagation d'incendie vers les installations adjacentes, notamment l'atelier de peinture. Ces mesures, définies sur la base d'une étude technico-économique, doivent être réceptionnées et opérationnelles **au plus tard le 30 avril 2027**.

L'étude technico-économique, accompagnée du détail des solutions d'isolement retenues, est transmise pour information à l'inspection des installations classées au moins deux mois avant le début des travaux. Les justificatifs attestant de la conformité des dispositions mises en place (procès-verbaux de réception, certificats, etc.) sont conservés sur site et tenus à disposition de l'inspection pendant toute la durée d'exploitation de l'installation. »

ARTICLE 3 – MESURES COMPLÉMENTAIRES

Jusqu'à la réception complète des travaux d'isolement thermique, l'exploitant maintient les mesures de surveillance renforcée et garantit le maintien en condition opérationnelle du système d'extinction automatique par sprinklage et des asservissements de sécurité.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

- Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Juillan et de Louey et pourra y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de Juillan et de Louey pendant une durée minimum d'un mois.
- Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de chaque commune et adressé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – DCPAT – bureau environnement.
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- Mme la directrice régionale de la DREAL Occitanie,
- MM. les maires des communes de Juillan et de Louey,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

Pour notification à la société DAHER AEROSPACE

Fait à Tarbes, – 9 JUIN 2026

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Émeline BARRIÈRE

Délai et voie de recours

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-50 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.